



Lutte contre les bassines : La Bataille de Sainte-Soline



Vous avez peut être vu les images de la bataille de Sainte-Soline. Les soit disant « éco-terroristes » qui luttent contre la construction de grands trous bâchés dans la terre. Ces bassines, qui pompent de l'eau dans

la nappe phréatique en hiver afin de pouvoir irriguer des cultures en été, contiennent, dans le cas de Sainte-Soline (dans les Deux-Sèvres), 720,000m³ d'eau ; la consommation annuelle de 10,000 foyers. Malgré la présence de plus de 2000 agriculteurs et agricultrices dans cette zone au long de la Sèvre Niortaise, le projet est portée par à peine 5% des agriculteurs-irrigants. Hormis l'impact sur le cycle d'eau, la bétonisation de 16 hectares de terres agricoles, ce projet signifie surtout l'accaparement d'un bien commun par une société anonyme et privée (la Coop de l'eau 79). Et, cerise sur le gâteau : le projet est financé à 70% par de l'argent public ! Pour défendre ce projet écocide le weekend du 29-30 Octobre, le gouvernement a envoyé 1700 gendarmes et 6 hélicos. Mais l'organisation du côté des manifestants et manifestantes (entre 5000 et 7000) sur le plan stratégique fut aussi impressionnante, et un cortège a réussi à entrer sur le site (pour plus de détails sur la stratégie et la manif rendez-vous sur <https://unioncommunisteliber-taire.org/?Refusons-les-megabassines-refusons-la-privatisation-de-l-eau>). La lutte n'est pourtant pas terminée. Le terrain sur lequel le camp est bâti est prêté aux militantes et militants jusqu'au mois de mai l'année prochaine, et des constructions sont en cours. En ce début de mois de novembre, environ 1000 gendarmes sont encore sur place pour empêcher la mise en place d'une ZAD, la plus grande crainte du gouvernement. La préfète, Emmanuelle Dubée, malgré la suspension des travaux et l'annonce de la mise en place de nouvelles restrictions d'eau dans les Deux-Sèvres, continue à soutenir le projet. Des missions de sabotage non-violentes sont aussi en cours comme le démantèlement du réseau de tuyaux autour de la nouvelle bassine. Malgré cette mobilisation massive (à laquelle des camarades de l'UCL ont pris part), un bilan lourd en blessé.es (50 dont 4 graves chez les manifestants et manifestantes), le gouvernement soutient obstinément ce projet, car ce n'est pas seulement un trou dans la terre qu'il défend, mais leur monde capitaliste, corrompu et écocide. Notre seule solution est de continuer la lutte : NO BASSARAN !

Si tu veux ton chômage, passe au sabotage

Dans son nouveau projet de réforme visant à durcir une nouvelle fois les conditions d'accès aux allocations chômage et à diminuer leur montant, le gouvernement souhaiterait que les abandons de poste soient assimilés à une présomption de démission. L'argument du gouvernement est que certaines personnes abusent du mécanisme pour toucher le chômage. Droit pour lequel ils ont cotisé, rappelons-le. Le gouvernement a décidé d'accentuer la guerre sociale qu'il fait aux travailleurs et travailleuses, au profit de la bourgeoisie, celle-ci peinant à recruter dans les secteurs où la précarité est la règle. Selon la petite musique que l'on nous joue depuis le déconfinement, c'est parce que les gens abuseraient de leur chômage. Que celui-ci serait trop généreux, que plus personne ne voudrait travailler. Mais en aucun cas, les questions des conditions de travail, de rémunération ou de sens du travail ne sont abordées. En outre, l'abandon de poste était parfois le dernier outil pour se protéger de conditions de travail invivables : harcèlement sexuel, racisme, sous effectif, heures supplémentaires non payées ... Contrairement à la démission, l'abandon de poste permettait de pouvoir toucher l'ARE. Mais au vu de la politique du gouvernement, un outil qui permet aux travailleuses et travailleurs de se protéger est un obstacle au pouvoir économique. Depuis le COVID une partie significative de la société s'est mise à questionner le sens du et de son travail ; questionnement encore plus prégnant au regard du contexte écologique catastrophique que nous vivons. Il est clair de toute façon que pour la bourgeoisie, il faut maintenir la population au travail quoi qu'il en coûte pour amasser toujours plus de profit, et peu importe si cette course au profit contribue à rendre la planète invivable. Après eux le déluge ! De nombreux conseils ont commencé à être partagés pour s'organiser face à cette casse sociale ; la plupart renouant avec le sabotage, même s'il est passif : contredire systématiquement ses supérieurs, grève du zèle, application stricte de toutes les normes et règlement, ... L'héritage d'Emile Pouget est bel et bien toujours là.



L'extrême-droite fait son beurre sur un drame

Le samedi 22 octobre, un appel, sur un compte Instagram, était lancé pour une manifestation demandant "justice" pour le meurtre de Lola. En fait, derrière cet appel, ce sont des fascistes angevins bien connus qui ont tenté d'avancer masqués. Il s'agissait bien, une fois de plus, d'une récupération immonde des nazillons locaux.

Par ailleurs, le message "Lola 12 ans Martyr" a été taggé sur un mur de la ville à un endroit où les fachos angevins ont l'habitude de venir s'exprimer. Ces crapules ont instrumentalisé ce drame horrible pour leur cause raciste. Ils sont coutumiers de ce genre de procédé. En effet, l'été dernier, ils avaient déjà tenté de récupérer le triple meurtre de l'esplanade de Coeur de Maine, obsédés qu'ils sont par leurs "idées" xénophobes et racistes. Le RED (Rassemblement des Etudiants de Droite, lié à l'Alvarium) avait enregistré de cette manière quelques centaines de followers de plus sur Twitter en quelques jours.

Combien de followers escomptaient-ils avoir cette fois-ci, tout cela dans le plus grand mépris de la douleur et des demandes très claires de la famille contre toute récupération politique?

L'extrême-droite prouve une nouvelle fois que son cynisme et son opportunisme n'ont aucune limite. Et on peut s'interroger sur sa communication disant qu'après le temps du recueillement viendra le temps de l'action la semaine suivante. Curieusement, la mosquée d'Angers a été dégradée cette semaine-là avec des inscriptions racistes...

L'extrême droite angevine encore

Le 5 novembre 2022, les fascistes locaux ont encore fait parler d'eux, pas à Angers pour une fois, mais à Callac en Bretagne, lors d'un rassemblement de l'extrême droite qui, pour l'occasion, avait mobilisé ses troupes du Grand Ouest et au-delà. Étaient présents: Reconquête, le Parti de la France et des royalistes vendéens. Petit rassemblement de 300 personnes (voulant s'opposer au projet de la Mairie d'accueillir quelques familles de réfugié-es) où, selon le Télégram, une petite vingtaine de fascistes des "Jeunesses angevines" (émanation de l'Alvarium) étaient présents, brandissant un drapeau du groupe "European Brotherhood" dans un style graphique évoquant la croix celtique et la svastika nazie. Heureusement, en face, le rassemblement antifasciste a rassemblé pas loin de 1000 personnes. Mais il faut continuer de mobiliser encore davantage contre l'extrême droite qui ne prospère qu'en profitant des crises et des situations catastrophiques générées par le capitalisme.

L'OTAN contre le Kurdistan

Article issu du site serhildan.org et paru dans la revue Les Utopiques n°21.

Pour le mouvement de libération du Kurdistan, c'est une troisième guerre mondiale qui fait rage aujourd'hui, et dans laquelle le Kurdistan est un des terrains de bataille. Afin de développer une analyse globale, il est nécessaire de s'intéresser aux affrontements entre États impérialistes, au discours lié à la guerre en Ukraine ainsi qu'aux récents développements au sein de l'OTAN. Le Rojava fêtait le 19 juillet dernier les 10 ans de sa révolution entamée en 2012, dans le chaos du soulèvement populaire en Syrie. Depuis, elle n'a pas connu un jour de paix. Daesh, Jabat-al-Nosra, régime syrien, Russie, Iran, OTAN... : il y a peu d'acteurs présents sur le terrain de l'affrontement impérialiste du 21ème siècle qui n'ait attaqué frontalement les forces d'auto-défense du nord-est syrien. Les États-Unis jouent double-jeu : glorifiant leurs « alliés kurdes » si indispensables dans leur lutte contre le « terrorisme islamique », ils n'hésitent pas à les qualifier de terroristes à leur tour dès qu'il peut les associer au « PKK » et à réaffirmer leur soutien à leur allié militaire et économique qu'est la Turquie. La guerre en Ukraine a relégué les conflits au Moyen-Orient à l'arrière plan de l'actualité – cette fois ce sont des Blancs qui sont victimes – et redore le blason de l'OTAN, pourtant responsable de multiples violations du droit international – les mêmes commises par la Russie et dénoncées avec fermeté – mais surtout de tous les efforts pour anéantir les mouvements révolutionnaires dans le monde, comme c'est le cas du mouvement kurde, et ce depuis sa création. Ainsi, pour comprendre les tensions entre le système d'oppression et les résistances qui y sont opposées d'aujourd'hui, on ne peut faire l'économie de s'intéresser au Kurdistan et à sa région, où se joue une lutte à mort entre un projet révolutionnaire pluriel et sans précédent et une idéologie martiale et mortifère."

Pour retrouver l'intégralité de l'article : <https://serhildan.org/lotan-contre-le-kurdistan/>



Augmentation des salaires : nous n'aurons que ce que nous prendrons !

En ce mois de novembre, parmi les enjeux les plus urgents du moment pour les travailleurs et travailleuses, il y a toujours le problème de la hausse des salaires (et des pensions et allocations) pour compenser la perte de pouvoir d'achat générée par la hausse des prix, et en particulier de ceux des produits essentiels (alimentation, énergie ...) qui continuent à exploser. Le 29 septembre 2022, la CGT et Solidaires appelaient à une journée de grève nationale interprofessionnelle en mettant en avant la revendication de la hausse des salaires. La mobilisation a été correcte (250 000 manifestants et manifestantes en France et 1 500 à Angers) tout en étant loin d'être suffisante pour espérer créer le rapport de force nécessaire. Dans de nombreuses entreprises et services, des conflits de différentes intensités ont eu lieu ou sont encore en cours, pour obtenir des augmentations de salaire. Dans notre département on peut notamment citer RTE, Hitachi, GXO, Coriolis, Valéo, Paulstra... Mais à l'échelle du pays, c'est la grève dans les raffineries qui a été la plus impactante, mettant à sec de nombreuses stations-services. Dans le but d'élargir cette grève courageuse des salarié.es de TotalEnergies et d'Exxonmobil, une nouvelle journée de grève nationale et interprofessionnelle a été lancée le 18 octobre par une intersyndicale comprenant la CGT et Solidaires mais aussi la FSU, FO et des syndicats étudiants et lycéens. Malheureusement, et comme l'on pouvait s'y attendre en prenant la température auprès de nos collègues et dans nos organisations syndicales, la mobilisation ne fut que légèrement supérieure à celle du 29 septembre (avec 300 000 manifestants et manifestantes en France et 1 800 à Angers). Si pour le moment la majorité des salarié.es reste attentiste face à la situation, celle-ci reste tendue, et leur entrée massive dans l'action en réaction à l'inflation n'est pas impossible à moyen terme. À cela s'ajoute le projet de réforme concernant les retraites que le gouvernement a annoncé vouloir bientôt présenter au parlement. Cela pourrait aussi faire entrer en action un grand nombre de salarié.es, comme en 2019. En attendant il nous faut continuer à mener et soutenir les conflits sur les lieux de travail, et à expliquer partout la nécessité de la mobilisation collective et de s'organiser. Ce n'est que par cette mobilisation collective et de la majorité des travailleurs et travailleuses que nous pourrions éviter que nos conditions de vie ne se dégradent davantage, que nous pourrions ensuite à l'inverse les améliorer, et que nous pourrions construire une autre société débarrassée de ce système capitaliste qui ne peut mener qu'à la catastrophe sociale mais aussi écologique.

Défendons la démocratie syndicale !

On peut regretter que le choix de la seconde journée de grève interpro du 18 octobre ait davantage été fait en raison des conflits internes à la CGT en vue du prochain congrès confédéral que fait sur la base de discussions dans les syndicats puis entre fédérations sur les possibilités réelles de mobilisation. C'est également le cas pour les prochaines journées de mobilisation auxquelles la CGT a appelé seule (le 27 octobre et le 10 novembre). Le syndicalisme reste un outil essentiel dont nous ne pouvons nous passer, et que les militantes et militants révolutionnaires doivent contribuer à construire au quotidien. Mais il faut aussi que nous y défendions d'autres pratiques, d'autres orientations et d'autres stratégies que celles qui existent actuellement dans de nombreuses structures. Nous devons bien sûr d'abord défendre la démocratie syndicale à la base, celle des syndiqué.es mais aussi plus largement celle des salarié.es en lutte. Nous devons aussi défendre des pratiques démocratiques dans nos unions locales et départementales et dans nos fédérations. Il faut pour cela que le principe du fédéralisme soit respecté et que les décisions de ces structures soient en réalité celles des syndicats qui en sont membres. Ce, pour coordonner et donc rendre efficaces les luttes d'aujourd'hui, mais aussi pour préparer demain à la gestion de la société dans son ensemble par les travailleuses et travailleurs qui devront se doter de leurs propres structures, sans le patronat et sans l'État, et ce dans tous les territoires et tous les secteurs professionnels.



Préparons nous face à la répression !

Où l'a vu, là où les luttes deviennent trop fortes ou bien là où les actions deviennent trop radicales, le pouvoir n'hésite pas à tout mettre en oeuvre pour y mettre fin. En ce qui concerne la grève dans les raffineries, le gouvernement a été jusqu'à remettre en cause le droit de grève en réquisitionnant de force des salarié.es et en les menaçant de 6 mois d'emprisonnement et de 10 000 euros d'amende. Dans l'énergie, où des actions de sabotage pour provoquer des coupures d'électricité ont eu lieu, la répression a été violente. Dans le nord, 4 salariés de RTE (Réseau de transport d'électricité) et syndicalistes à la CGT ont subi une véritable opération antiterroriste avec perquisitions et mises en garde à vue par la DGSJ. Dans notre département, suite à l'action du 2 juin dont nous avons déjà parlé, plusieurs salariés et syndicalistes à RTE subissent des pressions en tout genre ainsi qu'une très forte répression judiciaire. L'un d'entre eux, agent de 29 ans de l'équipe du Groupe Maintenance Réseau d'Anjou, a mis fin à ses jours début octobre. Tous ces événements doivent nous rappeler l'importance de la question de l'antirépression et de la préparation de notre autodéfense. Il faut par exemple organiser la solidarité directe avec les camarades victimes de la répression, faire de la formation sur les risques juridiques et les moyens de s'en prémunir, ou encore mettre en place des SO efficaces... Car le jour où des luttes massives éclateront, et le jour où des actions seront amenées à être plus radicales, nous en aurons plus que jamais besoin.

Métallurgie : ça bouge à Hitachi

Depuis le 21 octobre, un nombre important de salarié.es de l'usine Hitachi (où l'on fabrique des freins de voiture, à Saint-Barthélemy-d'Anjou) sont en lutte pour obtenir 100€ net mensuel d'augmentation. Le mouvement s'est inscrit dans la durée avec des débrayages bien suivis de 1h par jour. Plusieurs dizaines d'intérimaires participent, dans une usine où ils et elles représentent une proportion importante des effectifs de la production. L'embauche d'intérimaires en CDI est donc naturellement devenue une autre revendication importante, tout comme l'égalité de traitement entre intérimaires et embauché.es. La CGT a attaqué Hitachi en justice sur ces derniers points puisque cette entreprise, comme beaucoup d'autres, ne respecte pas la loi concernant l'interim. Après une longue période sans conflit, les travailleurs et travailleuses de la boîte ont commencé à reconstruire le rapport de force pour des augmentations de salaires et contre la précarité, aidé.es par le syndicat CGT qui est le seul à se battre pendant que les autres (la CFDT et la CFE-CGC) essayent de saboter le mouvement avec la direction. Il faut que ce ne soit qu'un début pour Hitachi et qu'ailleurs nous prenions exemple et que nous ayons le courage de retrouver le chemin de la lutte.



Le nouveau projet hypocrite de la ville d'Angers : les Halles des Gourmets

Nous n'avons pas la place de reproduire ici l'intégralité de cet article publié par nos camarades du site d'informations locales Basses-Chaînes, mais il nous a particulièrement plu donc on vous présente le chapô et on vous invite à aller le lire en intégralité sur leur site!

Vous avez pu admirer l'avancée des travaux place de la Poissonnerie. En face de l'esplanade Cœur de Maine, la mairie d'Angers et l'entreprise Biltoki ont imaginé pour vous, sur près de 1 400 m², l'ouverture de nouvelles halles gastronomiques, les « Halles des Gourmets », pour « redynamiser le cœur commerçant d'Angers ». Prévu pour 2023, ce projet est un concentré de tout ce que ce monde peut vous servir de meilleur. Du montage financier à un bel exemple de gentrification, on espère que vous aimez l'aigre-doux, vous allez être servis !

<https://basse-chaine.info/?Le-nouveau-projet-hypocrite-de-la-ville-d-Angers-les-Halles-des-Gourmets-759>

BASSE-CHAINE.info

site collaboratif d'informations locales - Angers et alentours

Notre mensuel, *Alternative libertaire*, est disponible en kiosque et à la librairie Les Nuits Bleues (21 rue Maillé à Angers)

Site fédéral de l'Union communiste libertaire : unioncommunistelibertaire.org

Site de l'Union communiste libertaire 49 : ucl49.fermeasites.net

Pour nous contacter : ucl-angers@communisteslibertaires.org

Suivez nous aussi sur les réseaux sociaux [facebook](#) [diaspora](#) et [instagram](#)!

S'informer

